



## **Rencontre internationale pour la paix et la solution politique au conflit colombien 23, 24, et 25 mars, Lausanne, Suisse**

### **Communiqué de solidarité Avec les prisonniers politiques colombiens**

Participants à la Rencontre, nous envoyons de fraternelles salutations à toutes les prisonnières et prisonniers politiques dans les différentes prisons du pays.

Nous suivons avec attention la grève de la faim que vous menez en ce moment pour exiger de l'Etat colombien la reconnaissance de votre statut de prisonniers politiques issus du conflit social et armé que vit la Colombie. Il faut reconnaître que les presque 9000 prisonniers politiques sont dans leur grande majorité des étudiants, des ouvriers, des paysans et des intellectuels, des défenseurs des Droits Humains et des journalistes.

Nous soutenons vos justes revendications pour que soient résolus les problèmes juridiques et ceux liés aux visites, les problèmes d'insalubrité, de surpopulation et de violation systématique des Droits Humains que subit l'ensemble de la population carcérale colombienne.

Nous joignons nos voix à celles qui dénoncent les politiques répressives de l'Etat colombien, notamment votre dispersion par des transferts en des lieux éloignés de vos familles et de vos avocats, dans le but de rompre vos liens familiaux, de vous démoraliser et d'exercer des pressions sur vous pour vous pousser à signer la loi dite « de Justice et Paix ».

Depuis l'extérieur, nous vous encourageons dans vos justes revendications. Lors de la Rencontre, nous avons convenu de faire connaître ces justes revendications pour préserver votre dignité et votre intégrité physique, en appuyant les campagnes internationales qui informent sur votre situation et promeuvent la libération de toutes et tous les prisonniers politiques colombiens dans les différentes prisons du pays, aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde.

Depuis la Suisse, nous demandons au gouvernement colombien de respecter les droits des prisonnières et prisonniers politiques. Nier leur existence ne contribue pas à la paix en Colombie. Les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre sont une réalité juridique, politique et sociale dans le contexte du conflit colombien et leur situation doit être traitée dans le cadre d'une solution politique au conflit et à la lumière du Droit International Humanitaire (DIH).

Face aux signaux de paix émis par les groupes insurgés, nous exhortons le gouvernement colombien à permettre la visite des lieux de réclusion par la Commission Internationale de Vérification dirigée par la porte-parole de Colombiennes y Colombiens pour la Paix (CPP) et des Femmes du Monde pour la Paix, Madame Piedad Córdoba.

Finalement, nous faisons appel, fermement, au président Juan Manuel Santos et à l'Etat colombien, pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour faciliter le commencement de conversations avec les groupes insurgés qui, dans de récentes communications, ont montré clairement leur disponibilité au dialogue.

La paix est un devoir constitutionnel (Art.22). La reconnaissance de la part du président Juan Manuel Santos de l'existence du conflit est importante, mais elle est insuffisante si ne sont pas prises des mesures concrètes – comme celles que revendiquent les prisonnières et prisonniers politiques - permettant d'avancer vers une paix avec justice sociale.

**Comité organisateur:**

**Lausanne, Suisse, 25 mars 2012**